

PARÂIT TOUS LES 15 JOURS
A DISCUTER, A REPRODUIRE,
Abonnement (2 carnets de timbres

pour un an)

Cinquième zone
11, rue S. ALLENDE
92220 BAGNEUX

Déclaration 01/00117P

Site : www.cinquieme-zone.org
Mail :
cz.courrier@cinquieme-zone.org

27 novembre 2005
N°201

CINQUIÈME ZONE

ABONNEMENTS

- 1) Je désire recevoir 1, 2 ou 3 exemplaires de *Cinquième zone* à chaque parution (ci-joint 2 carnets de timbres).
- 2) Je souhaite entrer en contact avec *Cinquième zone*.

Nom :

Prénom :

Téléphone :

Adresse :

UNE AUTO A BRÛLER OU UN MONDE A BÂTIR ?

Quinze jours après la fin des émeutes dans les quartiers, les choses sont à peu près revenues à ce que les autorités considèrent comme la « normale » : boulots usants et sous payés pour trop d'adultes, précarité pour beaucoup, heures de transports dans des bus, des métros et des RER bondés, bâtiments dégradés, bandes de jeunes traînant leur ennui dans des écoles auxquelles certains ne croient pas, petits boulots sporadiques pour ceux qui s'accrochent, business et conneries pour ceux qui ont lâché la rampe et interminables périodes de chômage pour tous. Humiliations quotidiennes, regards apeurés des passagers qui ferment leur sac quand montent des jeunes, contrôles d'identité à répétition que certains policiers [pas tous !] s'amuse à multiplier gratuitement. Et, pour tout le monde, l'horizon du béton sale, l'ennui au jour le jour et la confiscation de l'espoir de trouver un jour sa place dans la société pour les plus désespérés.

Tout est rentré dans l'ordre : l'imbécillité du couvre-feu est prolongée de trois mois, les ministres pérorent et font du bruit avec leur bouche, les travailleurs bossent, les entreprises tournent, les bénéfices rentrent.

De temps à autres, pour amuser la galerie, une brigade de ministres, voire le président de la République, visite une cité comme on explore une région exotique et dangereuse, serrant la main de ceux qui ont franchi les cordons de police, embrassant des enfants et balançant quelques promesses comme les marquis jetaient des piécettes aux pauvres.

C'est ce que les bourgeois qui en profitent et en vivent très bien appellent « la situation normale ». Mais c'est aussi, profondément, celle contre laquelle les jeunes se révoltaient, même si, on commence à le voir à l'absence

de résultats, ils n'avaient pas choisi les meilleurs moyens pour exprimer leur rage.

C'est bien là qu'est le véritable problème. Car, contrairement à ce qu'affirment certains journaux et pas mal de politiciens intéressés, le plus grave, ce ne sont pas les dégradations commises. Le pire est que rien ni personne – pas même les jeunes eux-mêmes - n'a été en mesure de traduire en mots, de formuler, ce que voulaient les jeunes. Ils voulaient incontestablement dire quelque chose, exprimer une révolte qui, faute de réussir à se traduire en termes politiques (oui, politiques ! au sens de participer aux affaires

de la société) a été vue comme une violence gratuite et stérile et, finalement, s'est en partie retournée contre eux.

En effet, il est souvent arrivé par le passé que la colère de la population se manifeste de façon violente : de la Révolution française à



Le Canard Enchaîné 9 novembre 2005

Mai 68, la tradition des révoltes et des révolutions est ancienne dans ce pays. Mais, à la différence de ce qui s'est passé ces dernières semaines, ces mouvements (souvent bien plus violents que ce qu'on a vu en novembre 2005) avaient des objectifs, des revendications s'exprimaient, des buts étaient définis. Refusant le sort qui leur était fait, les peuples en mouvement voulaient faire avancer l'histoire et imaginaient des solutions pour y parvenir... sans toujours y réussir, mais c'est une autre histoire.

Les jeunes ne sont pas les premiers responsables de cette situation. Ils payent à leur façon l'effondrement de ce qu'on appelait autrefois le mouvement ouvrier : un certain nombre d'idées (la solidarité des opprimés, quelle que soit leur nationalité ou leur origine, contre les exploités, la nécessité de l'action collective, l'utilité de l'organisation syndicale et poli-

*(Suite de la page 1)***UN MONDE A BÂTIR**

rique des exploités, etc) et un certain nombre de pratiques (l'organisation démocratique des mouvements par exemple) ne leur ont pas été transmises par les aînés comme cela s'était fait pour les générations précédentes. Il ne leur reste que leur rage à exprimer, sans savoir contre qui la tourner, ni comment.

LE JOUR D'APRÈS...

Après les multiples arrestations et procès en comparution directe faisant suite aux émeutes dans les quartiers populaires, des centaines de jeunes se sont retrouvés en prison.

Un certain nombre d'entre eux ont été condamnés en l'absence des plus élémentaires garanties du droit dont une des règles, entre autres, est que le doute doit profiter à l'accusé. Pourtant de nombreux jeunes ont écopé de plusieurs mois de prison ferme uniquement sur les présomptions policières.

Un exemple parmi d'autres dans une ville d'Ile de France : une voiture flambe, des policiers arrivent, au loin des silhouettes s'enfuient. Quelques minutes plus tard à plusieurs centaines de mètres de là, des jeunes seront arrêtés.

Aucun témoin direct, aucune preuve (pas de briquets ni de traces d'essence sur eux, aucune de leurs empreintes sur le jerrycan abandonné auprès du véhicule détruit).

Sur la foi des accusations policières, le procureur demande de la prison ferme, "il faut faire confiance aux policiers assermentés"... 6 mois de prison dont trois fermes...

Pour les familles, privées de nouvelles pendant près de 24H, c'est la consternation, et d'abord la découverte de la prison. Dès les premiers contacts une seule impression : l'arbitraire. Pas d'information, des visites refusées à la porte de la prison sous les prétextes les plus divers.

Un kit main libre de portable « interdit », impossible de le laisser au gardien, conséquence : pas de visite aujourd'hui. Idem pour un travailleur social qui avait rendez-vous, pas de visite non plus à cause d'un transfert inopiné. Une autre fois, dans tel bâtiment, pas de visite sans explication parce que "quelqu'un" l'a décidé, pourtant dans le bâtiment voisin les visites s'effectuent normalement.

Enfin pour certains qui envisageraient de faire appel de cette décision expéditive de justice, retour au commissariat : insultes, coups, et en plus menace d'une "inculpation pour outrages".

Dans ces conditions le moral se dégrade vite. Heureusement les courriers des camarades de classe et même les devoirs scolaires envoyés pour ne pas gâcher totalement l'année, redonnent un peu d'espoir. Mais vraiment trois mois c'est long...

Cinq millions de voleurs ?

Si j'achète une action pour 100 euro, et qu'au bout d'un an elle me rapporte 10 euro, d'où viennent ces 10 euro ? C'est scientifiquement prouvé, un billet planté dans la terre ne germe pas ! Je ne vois que l'explication simple suivante :

Posséder une action, c'est posséder un petit morceau du capital d'une entreprise, ce qui permet dans le monde actuel, de s'approprier une part correspondante des bénéfices. Mais sauf exception, ces bénéfices ne tombent pas du ciel ; ils sont tout simplement produits par les salariés, c'est-à-dire qu'ils sont une partie de leur travail. Donc une action permet, sans travailler, de voler un peu (beaucoup ?) du travail des autres.

Pourtant, tout n'est pas fichu. Dans les cités, dans les quartiers vivent des dizaines de milliers de jeunes, garçons et filles, qui partagent le sort de tous les habitants mais qui sentent aussi que la solution n'est pas dans la seule violence et qui sont prêts à chercher, à étudier, à comprendre. Et à trouver des solutions qui ne seront sans doute pas celles du passé mais qui permettront de rêver d'un monde meilleur. Et, surtout, de le construire.

Grève éclair, pour éviter l'orage

Lundi 21 novembre à 20h les fédérations syndicales appelaient les cheminots à la grève reconductible contre la privatisation rampante. En effet de plus en plus d'activités sont sous-traitées et des trains marchandises sont aujourd'hui acheminés par une société privée (la Connex par exemple). De plus le pouvoir d'achat diminue sans cesse avec les salaires qui n'augmentent pratiquement plus depuis des années. Et ce sont des milliers de postes de cheminots qui disparaissent chaque année, privant d'autant les possibilités d'avoir un emploi pour les jeunes. A peine la grève démarrée et face aux perturbations qu'elle a engendrées, le chef de l'Etat, le premier ministre et le ministre des transports sont, dès le premier jour, montés au créneau, obligeant le directeur de la SNCF à ouvrir des négociations.

Certes ils ont un peu reculé, 120 € de prime, et quelques promesses qu'ils ne tiendront probablement pas. Mais s'ils ont si vite lâché quelques miettes c'est qu'ils ne voulaient surtout pas qu'une grève un peu dure s'installe dans tous le pays. (comme en 1995). Ils n'en ont pas pris le risque dans le climat social actuel d'émotion suscitée par les drames du logement précaires cet été, à la grève dure de la SNCM, de la forte mobilisation des travailleurs du privé et du public le 4 octobre, à la révolte désespérée de la jeunesse qui n'accepte plus à juste raison le sort qui lui est fait, cette grève pouvait devenir le moteur d'une lutte bien plus large. Ce que nous devons retenir de cette journée, c'est qu'ils ont peur que chômeurs, travailleurs précaires, salariés du public et du privé, sans-papiers, jeunes des banlieues se retrouvent ensemble dans un même combat pour imposer le droit de vivre dignement pour tous. C'est donc cela que nous devons préparer ensemble. CQFD

**POUR RECEVOIR
CINQUIEME ZONE
ABONNEZ-VOUS**

Deux carnets de timbres à Cinquième zone
11 rue Salvador Allende
92220 BAGNEUX